



Chronique 03-11

DES ÉLECTIONS DANS UN CONTEXTE DE MOROSITÉ ÉCONOMIQUE AU MEXIQUE

Mathieu Arès et Gérald Cadet

Août 2003

À quelques semaines suivant les élections législatives mexicaines et suite à la publication des principales statistiques économiques du second trimestre, le moment apparaît propice pour évaluer quels peuvent être les défis aux quels doit faire face le pays aux niveaux économique et politique. Ainsi, sur le plan économique, durant les deux premiers trimestres de 2003, le Mexique a continué de connaître un environnement économique pour le moins décevant. Toutefois, bien qu'encore timide, une reprise de l'activité économique s'annonce pour les troisième et quatrième trimestres de cette année et ce, d'autant plus que le ralentissement que connait les États-Unis – de loin le principal partenaire économique du pays – semblent également se terminer. Si ce n'est, dans un cas comme dans l'autre, que la reprise économique ne semble pas encore s'accompagner par une re-dynamisation du marché de l'emploi, au Mexique, les perspectives économiques apparaissent relativement bonnes à moyen et long terme. Toutefois, pour le président Vicente Fox et son parti, le Parti de l'Action national (PAN), les signes annonciateurs de la reprise économique sont arrivés trop tard : c'est dans un contexte de morosité économique et d'un marché de l'emploi déprimé que les électeurs mexicains se sont présentés aux urnes le 6 juillet dernier. En revanche, les questions économiques n'ont pas été les seules à retenir l'attention ces derniers mois. Sur le plan politique, depuis le début de l'année, le Mexique a connu trois moments de réchauffement : la question agricole, alors que les agriculteurs ont pressé le gouvernement de régler les problèmes du *campo*, a marqué les premiers mois de l'année ; par la suite, ce sont les enseignants dissidents qui ont retenu l'attention ; finalement, les élections législatives ont évidemment marqué l'actualité. Dans un second temps, nous procéderons à un bref retour sur chacune des ces questions, avec une attention plus particulière à l'élection du 6 juillet 2003 et ses conséquences. Mais, dans un premier temps, nous

discuterons des conditions économiques et de la nature de la reprise qui s'annonce.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Une reprise toujours incertaine

Comme nous pouvons l'observer au graphique 1, qui présente l'évolution trimestrielle du produit intérieur brut mexicain depuis 1995, le contexte de ralentissement – voire celui de récession – qui ont marqué l'environnement économique mexicain depuis le premier trimestre de 2001 apparaît désormais comme chose du passé. Après avoir reculer du premier trimestre 2001 jusqu'aux creux de l'hiver 2002, l'activité économique au Mexique semble désormais avoir repris le chemin de la croissance. Selon les données de la Banque du Mexique, le PIB mexicain a crû de 2,3 % durant le premier trimestre¹, encore loin des taux enregistrés pouvant parfois atteindre les 6 %, voire même plus de 8 % pour un trimestre particulier durant la période 1995-2000. Toutefois, les chiffres préliminaires du second trimestre n'indiquent qu'une croissance de l'ordre de 0,9 %, ce qui laisse entrevoir un rythme de croissance de l'ordre de 2 % seulement pour l'ensemble de l'exercice 2003, un niveau bien en dessous des prévisions d'une croissance du PIB de 2,4 % du début d'année². Néanmoins, la reprise se confirme de plus en plus : l'indice général de l'activité économique est ainsi passé de 126,2 (1993=100) enregistré en janvier à 132,2 en mai dernier³.

Il reste que la reprise ne se manifeste pas d'une même manière à travers l'ensemble des secteurs économiques. Si les domaines de la construction,

¹<http://www.banxico.org.mx/siteBanxicoINGLES/eInfoFinancier/a/FSInfoFinanciera.html>.

² Banco de México, *Informe sobre la Inflación Abril - Junio 2003*.

³ <http://dgcnesyp.inegi.gob.mx/cgi-win/bdi.exe>.

des transports et communications, les services financiers, l'énergie (électricité et gaz) et les services aux personnes soutiennent la croissance, ayant respectivement enregistré des 5,9 %, 4,3 %, 4,1 %, 3,0 %, 3,0 % et 2,1 % au premier trimestre de 2003, dans d'autres domaines, comme ceux des mines, de la transformation et du commerce et de l'hôtellerie, dont les taux de croissance pour cette même période ont varié de 0,9 % à 1,6 %, la reprise ne fait que débiter, tandis que d'autres enfin, notamment les activités du secteur primaire de l'économie, continuent de subir un environnement économique déprimé⁴. (Voir graphique I en Annexe)

Des exportations à la traîne

L'un des grands points d'interrogation qui demeure concerne l'évolution de l'important secteur des exportations dont la croissance exceptionnelle avait servi de locomotive de l'activité économique depuis la crise du peso jusqu'au début de la présente récession. Si les expéditions internationales des six premiers mois sont en croissance vis-à-vis de la même période l'an passé, s'établissant à « seulement » 133,8 milliards de dollar, elles n'ont toujours pas encore rejoint leur sommet des six premiers mois de l'année 2000, soit 137,6 milliards de dollar⁵, et cela, malgré une hausse appréciable de la valeur des livraisons de pétrole alimentée notamment par l'élévation moyenne du prix du baril d'environ 6 dollars durant le premier trimestre.

Le manque de dynamisme de l'industrie de type maquiladora, responsable d'un peu moins de la moitié des expéditions mexicaines, explique en grande partie la faiblesse du secteur exportateur, comme l'illustre l'évolution de l'indice d'activité économique du secteur (graphique II), l'industrie maquila n'arrive toujours pas à retrouver son rythme de croisière. Ainsi, par exemple, entre le début de la récession en décembre 2001 et mai 2003, le nombre de personnes oeuvrant dans le secteur est passé d'un sommet historique de 1,310 millions de personnes à 1,091 millions de personnes⁶ ⁷. Néanmoins, on se doit de souligner que depuis le début de l'année, comme l'indique également le graphique II, le secteur maquila affiche un indice d'activité économique supérieur à celui de l'indice général du secteur de la transformation, un autre exemple de l'incapacité de l'économie nationale à prendre le relais des

exportations pour maintenir le rythme de croissance et la création d'emploi. (Voir graphique II en Annexe).

Plusieurs facteurs limitent encore un retour en force des exportations mexicaines : une demande américaine et internationale déprimée, une compétitivité accrue des concurrents internationaux pour l'investissement et les débouchés (notamment des compétiteurs chinois souvent accusés par les autorités mexicaines de pratiques déloyales) et un peso fort comptent parmi les principaux.

Une politique monétaire expansionniste

Si les autorités mexicaines ne peuvent guère influencer sur une conjoncture internationale défavorable à une reprise soutenue, un niveau d'inflation toujours plus faible et la force du peso (notamment dans la foulée de l'important repli de la valeur du dollar américain durant l'hiver et printemps derniers) ont permis d'adopter une politique monétaire expansionniste. Après avoir resserré les taux d'intérêt à trois reprises durant les trois premiers mois de l'année, on a assisté à une volte de face de la part de la Banque du Mexique : d'une politique monétaire restrictive la banque a adopté une politique plus expansionniste. En effet, depuis le début de l'année un marché de l'emploi déprimé, le manque de vigueur de la demande nationale et une baisse du niveau de l'investissement ont permis de contenir les pressions inflationnistes. Aussi, dans ce contexte, les analystes de la Banque du Mexique prévoient toujours que la cible d'un rythme annuel de l'inflation de 3 % avec une variabilité de 1 % sera atteinte cette année⁸.

Par ailleurs, dans l'espoir de relancer la consommation et de maintenir la compétitivité des livraisons internationales, les taux d'intérêt mexicains n'ont jamais été aussi peu élevés. Entre décembre 2002 et juillet 2003, le taux d'intérêt interbancaire à 28 jours édicté par la Banque du Mexique, taux qui structure l'ensemble des taux d'intérêts mexicains, est passé drastiquement de 8,5 % à 4,9 % sur une base annuelle. De manière à relancer les exportations, cette baisse des taux a parallèlement été associée à la poursuite d'une politique de parité glissante du peso mexicain vis-à-vis du dollar américain. C'est dans ce contexte que depuis une année le taux de conversion du peso en dollar a eu tendance à fléchir, passant de 9,95 pesos/dollar à 10,75 pesos/dollar entre les mois d'août 2002 et 2003. Néanmoins, nombres d'observateurs considèrent toujours que le peso demeure trop fort et réclament encore un relâchement plus important de la politique de change.

⁸ Banco de México, *Informe sobre la Inflación Enero- Marzo 2003* et *Informe sobre la Inflación Abril - Junio 2003*.

⁴ <http://dgcnesyp.inegi.gob.mx/BDINE/A05/A050007.HTM>.

⁵ Secretaria de Economía.

⁶ <http://dgcnesyp.inegi.gob.mx/cgi-win/bdi.exe>.

⁷ Voir au sujet des difficultés du secteur maquiladora une chronique précédente : Mathieu Arès « Les maquiladoras sont-elles toujours le moteur de la croissance au Mexique ? », *Chronique des Amériques*, CEIM, UQAM, novembre 2002. Disponible en ligne à http://www.ceim.uqam.ca/Obs_Amer/pdf/Chro_Mex1.pdf.

Un marché de l'emploi déprimé

Si le Mexique est maintenant sur le chemin de la reprise économique, cette dernière ne semble toujours pas s'accompagner d'une amélioration du marché de l'emploi. Pire, comme l'indique le graphique III, depuis le début de l'année 2003, on observe plutôt une augmentation appréciable du taux de chômage urbain, le principal indicateur du marché du travail au Mexique. D'un peu plus de 2 % en décembre dernier, six mois plus tard, le taux de chômage urbain avoisinait les 3,2 %, ce qui implique que durant cette période l'économie mexicaine a en fait perdu près de 100 000 emplois⁹. Si, dans certains pays, ces taux faisaient apparaître une situation de plein emploi, il faut rappeler que l'INEGI, l'agence statistique mexicaine, utilise une définition très restrictive du chômage.

Face à la dégradation du marché de l'emploi, les autorités gouvernementales semblent dans l'incapacité de formuler un programme de relance. D'une manière générale, depuis l'ouverture économique mexicaine au milieu des années 1980, l'essentiel de la croissance économique et de la création d'emploi était lié à l'évolution du secteur exportateur, lui-même tributaire de la demande internationale – pour ne pas dire – américaine. Aujourd'hui, les autorités gouvernementales semblent incapables d'aller au-delà de cet état des choses, tant leurs regards sont tournés vers l'évolution de la conjoncture économique américaine. Pourtant, l'administration Fox avait proposé deux importantes initiatives qui auraient permis de stimuler l'économie nationale. Le Plan Puebla Panama, avec ses importants travaux d'infrastructures dans les domaines de l'énergie et du transport, semble désormais – sinon mort – du moins avoir été remis à beaucoup plus tard tandis que la réforme de l'électricité, qui devait permettre par la participation privée et étrangère à relancer ce secteur stratégique en mal d'investissements, ne parvient toujours pas à obtenir l'aval législatif.

(Voir graphique III en Annexe).

Le marché déprimé de l'emploi ainsi que l'apparent immobilisme gouvernemental ne pouvaient que jouer en défaveur de l'équipe de Vicente Fox lors des législatives de juillet dernier.

CONJONCTURE POLITIQUE

La question agricole

Durant les premiers mois de l'année, plusieurs organisations *campesinas*, suite à l'élimination des barrières tarifaires en matière agricole, ont demandé

au gouvernement fédéral de renégocier le chapitre agricole de l'ALÉNA, soutenant que celui-ci menace de détruire l'agriculture mexicaine, compte tenu de la faible compétitivité de cette dernière vis-à-vis des concurrents canadien et américain. Afin de faire entendre leurs demandes, les organisations *campesinas* ont organisé une série de marches pendant le mois de janvier, conduisant ainsi le gouvernement à finalement reconnaître leurs réclamations en acceptant d'organiser une grande consultation publique sur les problèmes de l'agriculture mexicaine.

Outre la renégociation de l'ALÉNA, principalement en ce qui a trait au maïs et au *frijol*, les organisations *campesinas*, formées entre autres par le *Consejo Agrario Permanente* (composé de plus d'une douzaine de mouvements), la *Confederación Nacional Campesina* (organisation d'obédience priïste), et le *El Campo No Aguanta Más* et *El Barzón*, revendiquent la création d'un Fonds de compensation d'urgence afin de contrer les effets négatifs de l'ouverture de ce secteur, une baisse des tarifs d'électricité, qui serait le double des tarifs en vigueur aux États-Unis. Qui plus est, ils souhaitaient également que le gouvernement fédéral déclare le secteur mexicain en état d'urgence.¹⁰

Depuis 1989, l'État mexicain a considérablement réduit sa contribution au secteur agricole, non seulement en terme de sommes investies, mais surtout par l'élimination, la disparition ou la désincorporation de plusieurs organismes qui appuyaient le secteur agricole : Banrural, Fertimex et Inmecafé en sont quelques exemples.¹¹

L'une des grandes difficultés dans ce dossier provient de la confusion dans les discours des principaux ministres du gouvernement, de même que des contradictions du président Vicente Fox. Celui-ci déclarait le 4 février dernier que l'agriculture mexicaine n'était pas en crise, argumentant que ce secteur avait crû davantage que l'économie mexicaine dans son ensemble; devant le tollé que provoqua cette affirmation, Fox fit marche arrière le jour suivant, reconnaissant qu'il existait effectivement une crise du secteur agricole mexicain. Pour leur part, les ministres de l'agriculture, Javier Usabiaga, et de l'économie, Fernando Canales, affirmèrent que les agriculteurs mexicains devaient se convertir en gens d'affaires¹², passant sous silence le fait que la très grande majorité n'ont pas accès aux diverses sources de financement et que 70 % d'entre eux se trouvent en état de pauvreté ou d'extrême pauvreté.

⁹ Voir Newman, G. «Mexico : The « Job-Loss » Recovery», Morgan Stanley, Global Economics Forum, 29 juillet 2003.

¹⁰ La Jornada, 01/02/2003 et El Financiero, 27/12/2002, 26/02/2003 et 06/03/2003

¹¹ La Jornada, 26/12/2002

¹² La Jornada, 07/02/2003

Le 10 février 2003 s'ouvrait la table ronde visant à établir un Accord national pour l'agriculture.¹³ Cette table ronde réunissait non seulement les membres du gouvernement fédéral et les organisations *campesinas*, mais également des députés fédéraux, des gouverneurs, et des intellectuels. Toutefois, les principales organisations *campesinas*, en signe de protestation à une consultation dont elles doutaient des résultats, étaient absentes de cette première session de travail. Divisée en neuf thèmes, cette consultation a reçu plus de deux milles présentations.

Selon les représentants du secteur agricole, s'il doit y avoir une nouvelle politique agricole, celle-ci doit être basée sur les axes suivants : la recherche de la souveraineté alimentaire du pays (sachant que 40 % de la consommation alimentaire est importée), l'amélioration du niveau de vie des populations rurales, la renégociation du chapitre agricole de l'ALÉNA et de tout accord commercial pouvant menacer ce secteur (ce qui inclut la ZLÉA), l'adoption de mesures d'urgence afin d'appuyer l'agriculture mexicaine, de même que l'adoption de mécanismes de suivi et d'évaluation d'un éventuel accord général sur l'agriculture.¹⁴

Pour sa part, le gouvernement fédéral, dans sa réponse aux demandes des organisations *campesinas*, ne prévoit pas de changements radicaux à la politique agricole actuelle. Il propose de maintenir en place la quasi-totalité des programmes actuels et oppose une fin de non-recevoir à la demande centrale des représentants agricoles, à savoir la renégociation du chapitre agricole de l'ALÉNA. Malgré les récriminations de part et d'autres, un accord est signé le 28 avril 2003 entre le gouvernement et les représentants du monde agricole (*l'Acuerdo para el Campo*). Seize principes guident l'Accord, parmi lesquels on peut souligner la soutenabilité, la défense du patrimoine rural, ainsi que la co-responsabilité¹⁵. Du côté gouvernemental, quatre ministres ont signé l'Accord : les ministres de l'Intérieur, Santiago Creel, de l'Agriculture, Javier Usabiaga, de l'économie, Fernando Canales, et celui de la Réforme agraire, Florencio Salazar. Il est intéressant de noter que la responsabilité principale échoyait au Ministère de l'Intérieur (*Secretaría de Gobernación*), signe de l'ascendance de Santiago Creel au sein du cabinet de Fox.

¹³ Mesa del Dialogo por una Política de Estado para lograr un Acuerdo Nacional para el Campo.

¹⁴ El Financiero, 19/03/2003

¹⁵ Pour une vision complète de cet accord, voir

http://www.economia.gob.mx/pics/p/p2/Acu_Nac_Campo.pdf

>

Les enseignants dissidents

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour qu'un nouveau conflit social marque la vie politique du pays. En effet, dès la fin avril, un groupe d'enseignants « dissidents » du syndicat officiel (le Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation, SNTE), affilié à la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation (CNTE), a amorcé une série de manifestations afin d'accélérer la reconnaissance de leurs demandes.

Bien que ces enseignants proviennent principalement des États pauvres du pays (Guerrero, Michoacán et Oaxaca entre autres), c'est vers Mexico, centre de toutes les demandes, récriminations et négociations, qu'ils ont convergé. En plus de la revalorisation du rôle de l'enseignant (qui passerait par une augmentation salariale entre autres), les revendications de ce groupe se centrent autour de trois autres points :

- la nécessité de démocratiser le syndicat officiel, la SNTE;
- la nécessité d'une enquête publique sur les enseignants disparus depuis les années 1980 (ce qui impliquerait une enquête sur la gestion d'Elba Esther Gordillo, leader syndical de la SNTE et actuelle secrétaire-générale du PRI)
- la nécessité que le gouvernement consacre davantage de ressources à l'éducation dans les zones les plus pauvres du pays.

Malgré le chaos que ce mouvement a provoqué à Mexico, les enseignants bloquant les principales artères de la ville presque tous les jours pendant environ un mois, le gouvernement fédéral n'a pas répondu aux demandes de la CNTE. Les enseignants sont finalement retournés dans leurs États respectifs en promettant de revenir, ayant pour seule conséquence que des dizaines de milliers d'enfants se sont retrouvés sans classe pendant plus d'un mois.

Fox : renégocier l'ALÉNA

L'un des moments les plus incompréhensibles de la vie politique du Mexique cette année est survenu lors des élections municipales et législatives dans l'État de Mexico. En effet, le président Fox, peu après son retour effectif à la conduite des affaires de l'État¹⁶, annonçait alors que la phase actuelle de l'ALÉNA était conclue et qu'il chercherait à partir de juin à revoir les fondements de l'accord.¹⁷

¹⁶ Opéré au dos, le président Fox s'est fait beaucoup moins présent durant les mois de janvier et février.

¹⁷ El Universal, 23/04/2003

Alors que l'ensemble des ministres de son cabinet déclarait à l'unisson qu'il n'y aurait pas de renégociation de l'accord, cette déclaration de Fox a semé la confusion. Si les députés des trois principaux partis, (PAN, PRI et PRD) ont bien accueilli cette déclaration, le Canada et les États-Unis se sont montrés très surpris par ces commentaires. L'ambassadeur du Canada, Keith Christie, a d'ailleurs déclaré qu'il n'était nullement dans l'intérêt du Mexique de vouloir renégocier l'accord et que le Canada était contre une telle initiative.¹⁸ Le ministère de l'Économie a rapidement mis un bémol à cette déclaration, soulignant qu'effectivement le Mexique chercherait à améliorer certains points de l'accord, mais que cela devait passer par des accords parallèles, et non par une réouverture de l'ALÉNA.

Les élections du 6 juillet : résultats et prévisions

En ce qui concerne les trois grands partis, la dernière élection¹⁹ a vu un net retour du PRI comme première force politique du pays, la chute spectaculaire du PAN, la progression, quoique concentrée du PRD, ainsi que la disparition de plusieurs petits partis de la liste électorale. Grâce à son alliance avec les Verts, le PRI a repris la première position lors de ces élections, dont les résultats sont les suivants : PAN 31.88 %, PRI 24.03 %, *Alianza para todos* (PRI-Verts) 14.02 %, PRD 18.23 %, Verts 4.15 %, Parti des travailleurs (PT) 2.48 % et *Convergencia para la Democracia* 2.34 %.²⁰ Cinq autres partis étaient présents aux élections, mais ils n'ont pu recueillir les 2 % des voix nécessaires pour se maintenir.

Compte tenu du système de répartition de la députation²¹, il n'est pas tout à fait clair quelle sera la répartition exacte des députés. Il faudra sans doute attendre au 23 août, date à laquelle le Tribunal électoral (*Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación* [TEPJF]) rendra son jugement final sur les contentieux en cours, avant d'avoir une image exacte de la composition de la prochaine législature mexicaine.

¹⁸

http://www.porcicultura.com/noticias/2003/febrero/canadaadv_mex.htm

¹⁹ En plus des élections législatives, il faut souligner qu'il y avait également des élections dans 6 États, plusieurs villes importantes, ainsi que le renouvellement de l'Assemblée législative de Mexico et de ses arrondissements (16).

²⁰ Pourcentage du vote exprimé en ne tenant pas en compte les votes pour des candidats non-enregistrés et les votes nuls (3.36 % des voix). Il est également important de noter que lors des législatives de 2000, le PAN avait bénéficié de son alliance avec les Verts afin de supplanter le PRI.

²¹ 300 députés sont élus directement à la majorité relative et les 200 autres de manière proportionnelle.

Outre son avantage à la chambre des députés, le PRI s'est également adjugé quatre des six États en jeu (Nuevo Leon, Sonora, Colima et Campeche), ainsi que la ville de Monterrey, bastion du panisme, avec plus de 56 % des voix. Fait à noter également, le PRI a remporté un arrondissement à Mexico, alors qu'il y était absent en 2000. Toutefois, derrière cette victoire se profile le recul du PRI dans la capitale mexicaine. En effet, tant pour les postes de délégués d'arrondissement (*Delegación*) qu'à l'assemblée législative du District Fédéral (Mexico), le pourcentage de votes que recueille le PRI a dramatiquement diminué : de 23 % à 11 % pour les délégués et de 22 % à 12 % pour les députés de l'Assemblée législative du DF.²² En somme, le PRI maintient sa présence nationale tout en poursuivant son effacement à Mexico.

En ce qui concerne le PAN, c'est carrément l'hécatombe. Non seulement le parti perd-t-il le *leadership* à la chambre des députés, avec un recul d'environ une cinquantaine de sièges, le parti gouvernemental a été incapable de maintenir ses positions à Mexico, perdant cinq des six arrondissements qu'il avait gagné en 2000 et une dizaine de députations à l'Assemblée législative. Au niveau national, le parti ne fait guère mieux, puisqu'il a perdu quatre des six États en jeu, en plus de Monterrey, sa base historique. Malgré les protestations de ses dirigeants au sujet de deux États (Sonora et Campeche), l'Institut fédéral électoral a accordé la victoire au PRI dans ces deux États.

Aux vues des résultats, tant à Mexico qu'au niveau national, le PRD apparaîtrait comme le grand gagnant des élections. En effet, le parti double quasiment sa députation au niveau fédéral, passant de 52 à presque 100 députés. Notons également que le parti voit son pourcentage des voix augmenter, passant de 12 % à 18 %. C'est à Mexico que la victoire semble la plus totale puisque le parti a remporté treize des seize arrondissements (dix en 2000), et 34 des 40 postes de députés à l'Assemblée législative. Toutefois, une analyse plus détaillée des résultats montre que le parti ne se trouve pas nécessairement dans une bonne position. En effet, le PRD ne semble pas parvenir à établir une véritable présence nationale : non seulement demeure-t-il absent du Nord, à l'exception de l'État de la Basse Californie du Sud²³, mais il a disparu de plusieurs autres États; en fait, le parti ne compte des députés que dans huit États, ce qui augure mal pour les élections présidentielles de 2006.

²² Milenio, 07/07/2003

²³ En association avec le Parti des Travailleurs (PT)

Tableau 1 : Composition de la Chambre des députés 2000 et 2003

Parti	2000	2003a
PRI	210	224
PAN	207	153
PRD	52	96
Verts	16	17
PT	8	5
PSN	3	0
PAS	2	0
Convergencia	1	5
Indépendant	1	0
Total	500	500

Source : <<http://www.diputados.gob.mx/servicios/bancoleg/datosyci.pdf>> (au 31 janvier 2001)

A : Selon les prévisions de l'agence Notimex <http://mx.news.yahoo.com/030714/7/12coy.html>

En termes de gagnants et de perdants, on peut considérer le PRI comme modérément gagnant, tout comme le PRD, alors que le PAN apparaît perdant. En fait, le grand gagnant est clairement Andrés Manuel López Obrador, l'un des chefs de file du PRD et chef du gouvernement du District fédéral. Une perception d'un gouvernement efficace a sans doute contribué au fait que son parti reçoive environ 50 % des voix de la capitale, en plus de l'augmentation de la votation au niveau national.

Néanmoins, il semble difficile de nier le rejet de la classe politique dans son ensemble par les électeurs. En effet, 58,3 % des personnes inscrites au registre électoral se sont abstenues de voter, la plus forte proportion depuis de 30 ans. Si, on y ajoute les 3,36 % de votes nuls, c'est plus de 60 % de la population en âge de voter qui a, semble-t-il, rejeté le choix entre les onze partis politiques présents lors de ces élections. De nombreux commentateurs politiques s'attachent depuis les élections à expliquer un tel niveau d'abstentionnisme. Outre la désaffection et le rejet des politiciens, le manque de propositions claires revient régulièrement comme explication plausible.

Outre le PAN, le président Fox sort grand perdant de ces élections. Après avoir saturé les ondes télévisuelles et radiophoniques de messages enjoignant la population à voter²⁴, et ce sans résultat, il a vu la majorité relative du PAN fondre littéralement à la chambre basse. Il sera extrêmement difficile pour le président de faire passer son agenda de réformes au cours des prochaines années : le PRI, avec les yeux fixés sur les présidentielles de 2006, fera sans doute tout en son possible afin de bloquer toute réforme possible. On doit donc douter des possibilités des changements majeurs en ce qui a trait aux réformes fiscale, électrique et du travail.

²⁴ Ce qui lui a d'ailleurs valu de sérieux avertissements des autres partis, car il contrevenait à la loi électorale.

Conclusion : Fin de la présidence de Fox et début des présidentielles de 2006 ?

Les élections de mi-mandat marquent le début de la course à la présidence de 2006. D'une part, le PRI semble être le mieux placé pour remporter la prochaine présidentielle. Cependant, les divisions internes risquent de nuire aux possibilités du parti. Le PRD possède en son sein l'homme politique le plus populaire du pays, Andrés Manuel López Obrador; toutefois, le manque de représentativité du parti à l'échelle nationale représente un handicap quasi insurmontable. Quant au PAN, il lui faudra du temps avant de se remettre de cette défaite. Le parti devra tout d'abord s'atteler à réparer les pots cassés avant de penser à l'échéance de 2006.

Alors que les analyses à chaud des résultats tergiversaient sur la signification de ceux-ci sur le panorama politique du pays, à savoir s'il fallait les interpréter comme le prélude à la course à la présidentielle de 2006 ou si, au contraire, ils ne traduisaient que l'image actuelle des rapports de force politique de chaque parti, le président Fox a très clairement laissé entendre que la course à la présidentielle était ouverte.²⁵ Cette déclaration a surpris le monde politique mexicain, puisque personne ne s'attendait à ce que le président de la république fasse une telle annonce, lui qui de toute façon ne peut se représenter une seconde fois.

En y allant de cette déclaration, Fox s'est considérablement affaibli. Non seulement la composition de la chambre basse ne le favorisait pas, mais le président mexicain établit un climat où il sera impossible pour les acteurs politiques d'en arriver à des accords, sachant que chaque camp se prépare pour les élections présidentielles. Certains se sont même avancés pour dire que la présidence de Fox était à toutes fins utiles terminée. Il faut néanmoins atteindre la rentrée législative de

²⁵ Milenio, 18/07/2003

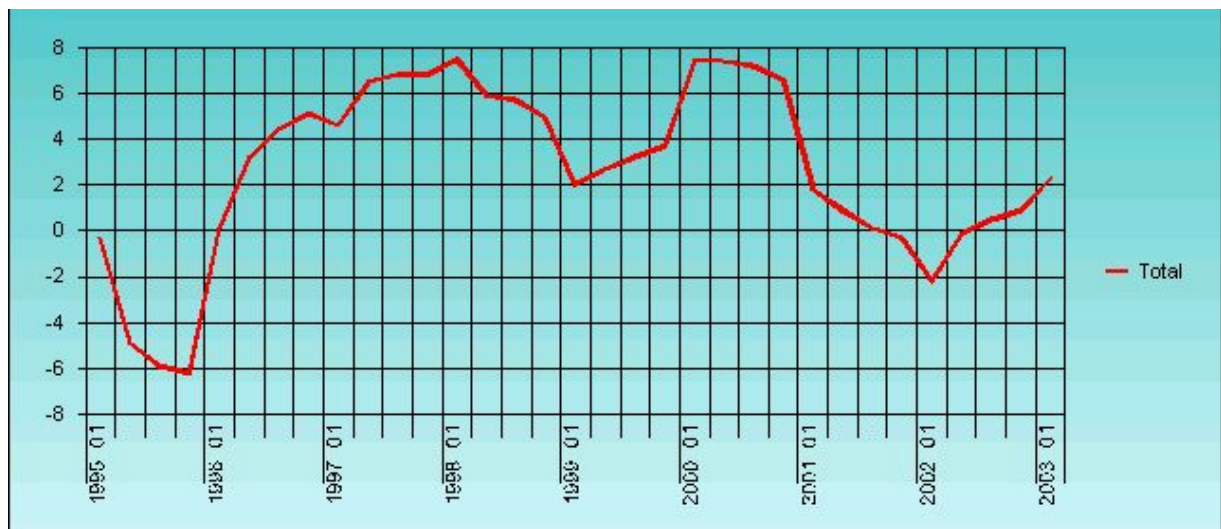
septembre pour mieux comprendre l'impact politique des élections législatives sur la seconde moitié du mandat de l'administration Fox. Sur ce plan, la stratégie qu'adoptera le PRI sera déterminante.

Ainsi, bien que l'ensemble des observateurs soulignent la nécessité d'en arriver à des accords entre les partis afin de permettre le retour de la

croissance, il faudra attendre de voir qui sera élu coordonnateur des députés du PRI à la chambre basse. Deux candidats et deux visions s'affrontent. D'une part, Elba Esther Gordillo, qui n'est pas fermée à conclure des accords avec l'Exécutif, et d'autre part, Manlio Fabio Beltrones, leader du secteur populaire du PRI et beaucoup plus réticent, pour ne pas dire opposé, à des accords avec le PAN.

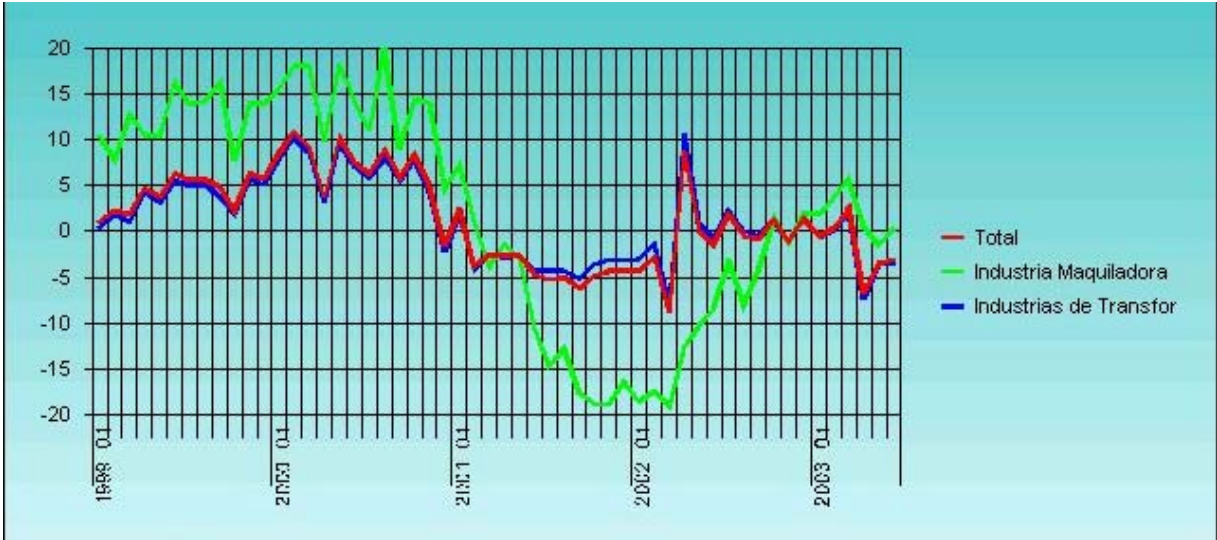
ANNEXE

Graphique I : Évolution du PIB trimestriel (variation en % au prix de 1993)



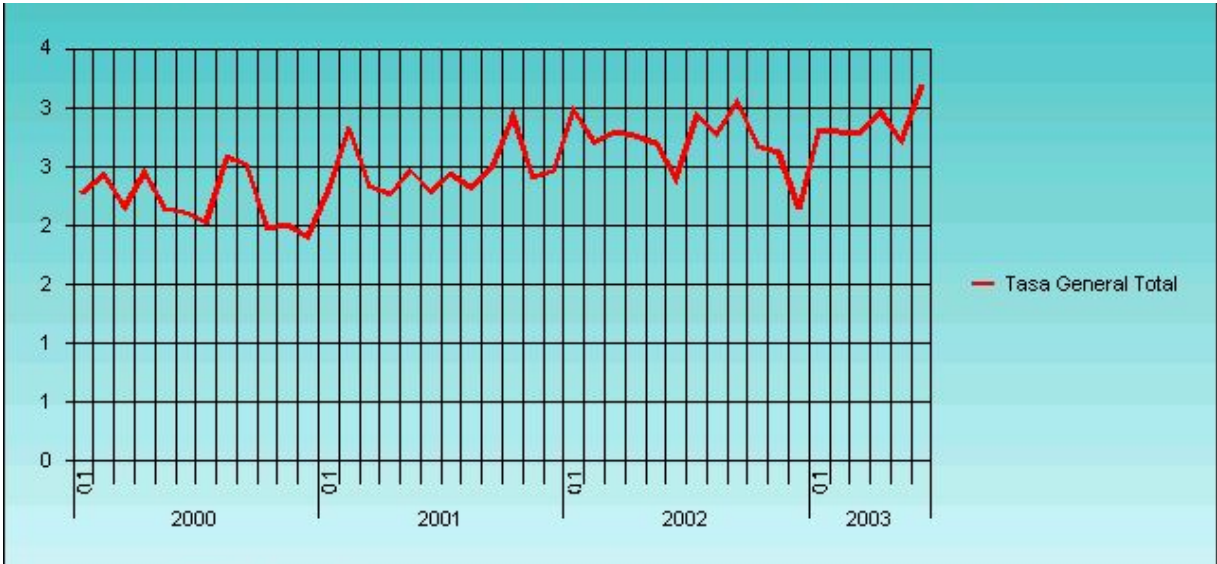
Source : INEGI

Graphique II Indice de l'activité industrielle manufacturière (variation par rapport au même mois de l'année antérieure, en %)



Source : INEGI

Graphique III Taux de chômage en zones urbaines (%)



source : INEGI